L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT

PAR BULLITT, MAGNAN & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$10 / payable d'avance
TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 /

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 24 JANVIER 1842.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

Dernières nouvelles d'Europe.—Le fait capital de ces nouvelles et sans contredit le désarmement de la France, malgré toute la réserve et toute l'habileté qu'a cherché à y mettre le ministère, ce désarmement est bien réel et aussi complet que peuvent désirer les autres puissances européennes; si l'on en doutait, il suffirait de rétire cette phrase significative que renferment le rapport adressé au roi par le maréchal Soult : "Votre Majesté daignera reconnaître que l'impérieuse loi de la nécessité ne pouvait pas imposer une plus pénible épreuve à la sollicitude et au dévouement de son ministre de la guerre." Le vieux guerrier se résigna à courber la tête, mais comme cela lui coute, comme son cœur se révolte encore et murmure à la seule pensée que la France a cédé aux injonctions de ses alliés, naguère ! Oui, la France a cédé; cette conduite est sans doute la plus sage et la plus convenable puisqu'elle assure le maintien actuel de la paix de l'Europe; mais pourquoi tout en le reconnaissant, ce n'est pas pris de je ne sais quel mécontentement contre elle ? Pourquoi surtout le sentiment national se prononce-t-il si formellement contre cette concession ? C'est que l'on comprend qu'il y avait un autre moyen de conquérir une paix permanente, et en même temps glorieuse; et que celle qui vient d'être ratifiée par un acte que bien des gens taxeront de faiblesse, n'a certainement ni l'une ni l'autre de ces qualités.

Ce désarmement est d'autant plus mal venu en ce moment que si l'on en croit les journaux français, le gouvernement de la Grande Bretagne a déclaré au régent d'Espagne qu'il ne permettrait pas la réunion de forces considérables sur le versant septentrional des Pyrenées. Cette déclaration, qui n'est pour être réelle, mais qui n'est cependant pas trop improbable dans la situation actuelle des choses, n'est-elle pas de nature à encourager l'audace et le désarmement à donner à l'Angleterre, de la conviction où l'on est généralement que la France ne veut de la guerre à aucun prix et qu'on la peut braver impunément.

La Grande Bretagne du reste, qui est si bien blanc de son épée à l'extérieur, n'est pas à l'intérieur dans une position fort rassurante : l'opinion se prononce de jour en jour avec plus d'énergie contre la législation actuelle des céréales, et ce mouvement s'augmente singulièrement par la vue des souffrances sous lesquelles gémit la classe ouvrière. Ces souffrances ont atteint enfin un point effrayant; les remèdes temporaires qu'on cherche à y appporter, sont certainement très louables; mais elles sont peu sur sans résultat, car intenses et apparentes ou sourdes et cachées, ces souffrances sont toujours au sein de la population anglaise, et elles ont de grandes chances pour durer long-temps encore; car elles tiennent à un vice radical d'organisation. On est assez par expérience combien les Réformes sont longues à opérer en Europe !

La tentative de Christinos a eu pour l'Espagne les conséquences que nous avions prévues; elle a donné plus de vigueur au parti démocratique, et ce parti a bien fait que très probablement il emportera les élections municipales par une imposante majorité. La reine des Espagnols semble se rattacher à ce parti qui ne saurait contester le patriotisme; Espartero lui même penche fort vers lui, si l'on en juge par l'une de ses dernières mesures : il a licencié la garde royale dont les officiers étaient tous des jeunes gens de noble famille. N'est ce pas un pas de plus vers ce nivellement auquel tendent aujourd hui toutes les nations Européennes ! La ligne de conduite que suit Espartero, est du reste la seule qui puisse lui conserver le pouvoir pour quelque temps au moins. Il n'imprime pas le mouvement, il s'y laisse aller en tâchant de le modérer. Tot ou tard, on n'en saurait douter, il sera débordé, mais un résultat il aura été de quelque utilité à sa patrie et ne se retirera pas du pouvoir sans en emporter quelque gloire.

Hors les faits que nous venons de rappeler, les journaux anglais ne nous ont fourni que des renseignements qui n'ont pas une grande valeur; nous recommandons cependant les extraits que nous donnons plus bas à propos du procès de Quénisset; il est curieux. On s'occupe toujours en France de changement de ministère, mais que nous importent toutes les modifications secondaires dont on parle ? Elles n'auront aucune influence sur la politique générale. Tandis que le peuple anglais souffre et se plaint, la cour n'en prépare pas moins les magnificences du baptême du Prince Royal; ce contraste n'est-il pas ordinaire dans les monarchies ? La Turquie, la Syrie, l'Egypte, les Indes n'ont envoyé aucune nouvelle à ce sons discordans. Ennuyé de la scène qui venait d'avoir lieu, je me retirai immédiatement. W.

Le cirque et la ménagerie de M. Warring et Cie., ont été de nouveau transportés à l'encoignure des rues Conti et de l'Hôpital. Nous invitons les amateurs d'exercices équestres et de tours de force d'y aller admirer le célèbre M. Le Tort.

THEATRE D'ORLEANS.—*Schinder-Ella* est une charge des plus amusantes: les acteurs de l'*Américain* n'en ont tiré à la satisfaction générale M. De Bar jouant le personnage du Dr. Stillman et Mme Farren celui de Schinder-Ella, ont été applaudis d'un bout à l'autre de la pièce.

A Messieurs les Editeurs de l'Abeille.

Messieurs,—Depuis longtemps vous combattez pour une bonne cause, depuis longtemps votre voix a été l'écho de la vertue, pour demander au nom de la raison, de la justice et de l'humanité, l'établissement d'une Cour d'Appel en matière criminelle: vous n'obéissez donc qu'à vos propres convictions, en insérant dans votre estimable journal, l'article suivant.

PEUPLE.

Les vœux des amis de l'humanité vont donc s'accomplir, deux projets de loi pour établir une cour d'appel en criminel, ont été présentés au Sénat, pendant la session dernière par MM. Hiriart et Downs; M. Downs étant membre du comité Judiciaire avec M. Hos, il est à présumer, que ce projet important a été élaboré de concert par ces deux honnêtes législateurs; aussi cette importante loi sera soutenue par toute bonne volonté, comme par leurs talens que par leur indépendance à toutes épreuves. Les orateurs n'ont donc plus désormais dans le sein du Sénat, qu'un seul but à remplir, c'est de longtemps qu'elle demande cette réforme, on sait huit cent trente-six, elle passa même à ce sujet une loi, qui malheureusement vint mourir au Sénat, étouffée dans la foule des affaires qui s'y pressaient à la fin de la session; la nouvelle loi n'aura donc aucun obstacle à rencontrer dans la Chambre des Représentans: honneur aux mandataires du peuple, qui ne méconnaissent point sa voix; au jour des rétributions nationales, le peuple se souviendra d'eux; dans tout le cours d'un siècle, n'eussent-ils arraché qu'un seul homme à l'infamie du bagne ou aux tortures de la potence, ils auraient encore bien mérité de l'humanité. Une chose vraiment affligeante et qui doit étonner dans le paysage nos bâtions, c'est qu'il ait fallu combattre si longtemps, pour obtenir une réforme si nécessaire, en apparence, si facile à faire; la vérité est comme la justice; elle marche à pas lents; il faut arquer cependant, que nous marchons un peu plus vite que nos pères; la torture, considérée pendant dix huit siècles comme une institution salutaire, n'a été abolie que de nos jours; il a fallu la révolution française pour en faire justice en Europe; pendant mille ans en Angleterre comme en France, la loi n'accordait point de défenseur à l'accusé, et cette loi pauvait pour très sage et très humaine, et tous les juges et les avocats généraux en proclamaient l'excellence, la raison et le temps cependant en ont fait justice comme de la torture, après vingt années d'attente, la raison va triompher des préjugés, et nous aurons une Cour d'Appel en matière criminelle, grâce aux efforts de MM. Hiriart, Downs et Hos.

L'an de dernière nous avons donné connaissance à nos lecteurs d'un ouvrage de M. Rine de Courtenot, intitulé : *esclavage et liberté*, l'auteur nous ayant communiqué ses manuscrits nous croyons pouvoir dire que c'est une des plus fortes attaques qui jamais aient été dirigées contre les abolitionistes, en faisant une plus longue analyse de ce travail, nous ne pourrions que répéter ce que M. A. W. P. a dit dans notre fait le du 17 de ce quis nois nous donnons à nos lecteurs le chapitre du premier livre dans lequel M. Ride indique la manière dont il doit envisager la question d'esclavage sous le point de vue philosophique, on pourra par cet extrait, juger du style de l'auteur et de toute l'importance de la question qu'il soulève, dans quelques jours nous donnerons un autre extrait où il parle de la misère des ouvriers en Angleterre.

La nature, mystère incompréhensible, est variée à l'infini dans toute la création, elle a pour base l'inégalité dans tout ce qui sort de ses mains, et elle n'offre que des oppositions par le mouvement, et le développement, que des contrastes dans l'exécution.

Les inégalités de la société sont en accord parfait avec tout ce qui existe, et nous voyons que Dieu a distribué d'un manière inégale entre les hommes, la force physique et l'intelligence, qu'il les fait naitre dans les pays, et dans la position sociale qui lui convient, voilà le don de Dieu, l'homme peut le conserver ou le rejeter, librement et qui sonne égal; il en fut de même pour le don qu'il en a fait.

Des chaumières et des palais, des montagnes stériles et des vallées grasses et fertiles; les premiers ennemis de l'homme qui entre dans la vie, se faisant entendre dans la chaumière comme dans le palais, et les arbres que représent depuis le fond de la vallée jusqu'au sommet de la montagne, se tordent-ils pas le complément de l'harmonie universelle.

Et de même que l'on voit sur une montagne stérile, un chêne faible et rabougri, dont le fruit ne va nature devait atteindre la foudre, ou se cacher dans les nuages; et non pas être battu dans la plaine au abreuvoir dont la sève développer dans un terrain fertile, a sur passe dans ses proportions le chêne de la montagne, de même dans la société on voit des intelligences supérieures nées dans la chaumière, qui faute de développement sont elles surpassées par d'autres qui naturellement leur étaient inférieures, mais étaient nées dans un palais.

Et Dieu est-il injuste pour avoir placé le chêne sur la montagne et l'arbrisseau dans la vallée? et Dieu est-il injuste pour avoir fait naître un homme dans une chaumière et non dans un palais?

Fallait il qu'il n'y eut ni montagnes ni vallées, ni chaumières, ni palais? fallait il qu'il n'y eut nulle inégalité sur la montagne, nulle intelligence dans la chaumière? fallait il qu'il n'y eut que des terres grasses et fertiles? fallait-il qu'il n'y eut que des palais?

Mais alors l'arbrisseau aurait le droit de se plaindre de ne pas être de même nature que le chêne, aussi bien que le chêne de la montagne, aurait droit de se plaindre de ne pas avoir été placé dans la vallée; et l'homme intelligence et énergique, et en négligence, aurait autant droit de se plaindre, de ne pas être né fort et intelligent, que l'homme fut et intelligent et dans la chaumière, aurait droit de se plaindre de ne pas être né dans un palais.

Dieu dans la position où il a placé tous les êtres, n'a-t-il pas conservé le droit de choisir, c'est à dire l'état inégalité selon l'être; et le chêne sur la montagne ne domine-t-il pas l'arbrisseau son voisin, comme le chêne dans la vallée domine tout ce qui l'entoure. Et l'homme intelligent dans le village, ne domine-t-il pas dans le village, comme le plus intelligent domine dans le monde et dans tout.

Mais si le chêne de la montagne veut descendre dans la plaine, et si la terre lui manque; si des orages devenus plus vigoureux par le développement, lui disputent l'air et l'existence, et si l'homme du village veut aller siéger dans le conseil des rois, et qu'il y trouve toutes les places occupées, qu'il s'en plaigne-t-il l'un ni l'autre des mécontens qu'ils existent, la nature avait placé l'un pour donner de l'ombre sur la montagne, l'autre pour éclairer et diriger le village.

L'homme n'a pas plus le droit de se plaindre des inégalités de la société, que le chêne n'aurait le droit de se plaindre des inégalités du globe.

Mais Dieu n'a pas dit au chêne de la montagne tu ne fertiliseras pas la terre sur laquelle je t'ai placé; il n'a point dit à l'homme tu n'améliorera pas ton sort, tu n'embellira pas ta chaumière, et le chêne, par la vétusté de ses feuilles, engraisse le sol sur lequel il végète, et l'homme par son travail et son intelligence peut améliorer son sort, peut embellir sa chaumière.

Est-il possible de rencontrer deux arbres semblables dans leur forme, leur feuillage, leur développement; peut on rencontrer deux hommes qui se ressemblent parfaitement et qui soient égaux en force physique et en intelligence, à la première vue on peut trouver une grande ressemblance, mais en examinant plus attentivement on aperçoit les différences, et si de ces inégalités il résulte une supériorité, n'est-ce pas une action toute positivement naturelle.

Dieu en donnant la vie à tous les êtres, n'a-t il pas créé le mouvement et le développement, et l'opposition n'est-elle pas la conséquence directe du mouvement et du développement ?

Nul ne peut se nouvoir dans un sens, qu'il n'en rencontre un autre qui se meut en sens contraire; sur la terre et dans les airs, dans la terre et dans les eaux n'y a-t-il pas une opposition constante entre tous les animaux ? en se développant, les arbres et les plantes, au moyen de leurs branches et de leurs feuilles ne se disputent-ils pas l'air et les rayons du soleil, leurs racines ne s'entrelacent-elles pas mutuellement ne s'étouffent-elles pas ? et ce combat perpétuel de tout et partout, n'est-il pas une conséquence de l'opposition créée par Dieu quand il a donné la vie et le mouvement ?

La mort succède au jour, la pluie à la sécheresse, le froid à la chaleur, le calme à la tempête, la mort est constamment entre en face de la vie, les maladies sont toujours prêtes à remplacer la santé, les plaisirs et les jouissances sont suivies immédiatement par des douleurs et des chagrins; ce sont les contrastes établis par Dieu lorsqu'il a créé le monde.

Et c'est en présence de ces oppositions que des hommes qui se qualifient des noms de législateurs et de philosophes viennent prêcher la liberté pour tous, c'est en présence de ces inégalités et de ces contrastes qu'ils réclament l'égalité et l'uniformité de position et de développement.

Pauvre humanité comprendras-tu donc enfin que ces inégalités de la société, ces oppositions, ces contrastes sont le complément de l'harmonie universelle.

[Esclavage et Liberté] par Aide de Courtenot.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE,
SENAT.

Séance du Jeudi 20 janvier.

Le secrétaire transmet à la Chambre le bill pour autoriser le jury de police d'Ascension à vendre la propriété connue sous le nom de maison d'Etat; et le bill pour amender les lois sur le pilotage.

Le président soumet au Sénat le rapport du secrétaire d'Etat sur les écoles publiques; l'impression en est ordonnée.

Sur motion de M. Walker, le Sénat s'occupe du bill sur les annonces légales, revenu de la Chambre avec quelques amendemens. Adopté et renvoyé à la Cambre.

Le bill relatif au bayou la Sahne, subit sa dernière lecture; adopté.

M. Downs présente la résolution suivante :

Résolu, Que le comité de finances ait à s'enquérir de la situation présente des banques en général des procédures des divers directions, et de la conduite des employés; que le comité ait à s'enquérir spécialement des mesures que les banques pourront avoir prises pour se préparer à la reprise future des paiemens en espèces, de leurs rentrées pour le faire et des actes illégaux qu'elle ont pu commettre; que le comité ait aussi à s'enquérir s'il est nécessaire d'ajouter de nouvelles clauses à la loi, avec instructions en faire des rapports de temps en temps sur toute banque quelconque, ou aussi souvent qu'on le jugera convenable, de faire produire les papiers et comparaître les individus, et s'examiner des témoins sous serment.

M. Wagman désire savoir de quelle nécessité peut être la résolution présentée, après l'adoption du bill sur les banques. Si ce projet de loi passe les deux chambres, la résolution est entièrement superflue; s'il est rejeté, il sera temps alors d'accorder au comité de finances les pouvoirs qu'il demande.

M. Downs répond à la parole pour donner quelques explications sur ce sujet. Lorsque le Sénat donna au comité l'autorisation de présenter un rapport sur le bill en discussion, le pouvoirs limités dont il fut investi ne fut laissèrent que la faculté d'accomplir le devoir tracé. Depuis l'action du Sénat sur le bill, une lettre d'un directeur de la banque de Cité a révélé des faits quels réponse du président passait sous silence. Parmi ces faits sont d'abord le refus de deux directeurs de voter pour la mesure proposée par le président; puis l'émission de $200,000 de certificats de dépôt, contre l'avis de plusieurs directeurs.

Une autre fait révélé au public, c'est le refus de permettre aux actionnaires de consulter le grand livre où sont inscrits les noms des détenteurs d'actions; ainsi que le livre de transferts. Quelle conséquence déduire de ces allégations ? N'est-il pas évident qu'un refus de cette sorte ne perpétuer au pouvoir, par tous les moyens ? N'est il pas du devoir du comité, en l'absence de toute mesure corrective contre ces manœuvres, de demander des pouvoirs extraordinaires pour y mettre un terme ? Tels sont les motifs qui justifient la résolution.

La question est mise aux voix, et la résolution adoptée.

Sur motion de M. Lacoste, le Sénat s'occupe de la reconsidération du bill pour la création d'une cour de police correctionnelle.

M. Hos prend la parole pour expliquer la nature de ses objections contre le projet de loi. S'il n'écoutait que ses désirs, il voterait pour le bill; mais avant ses sympathies, le devoir du législateur est de consulter les intérêts de la masse; de décider si la mesure est pour le bien du plus grand nombre.

La création d'une cour de police correctionnelle est-elle utile, ou nécessaire ? Sa réponse est qu'elle ne l'est pas. Il a déjà dit, il répète que, d'après les renseignemens fournis par l'avocat général et l'avocat de district, la cour criminelle suffit aux affaires dont elle est saisie, et qu'il n'y a point de délais inutiles dans l'instruction et le jugement des prévenus. On a dit que la cour criminelle ne siégeait point pendant 1000; mais il sera tout aussi impossible à cette cour de siéger, car elle ne trouvera pas de jurys. S'il est difficile de compléter le nombre de jurés nécessaire dans la cité son des affaire il le trouvera plus encore lorsque les deux tiers de notre population ont quitté la ville. Voilà donc un double objet de cette création nouvelle entièrement illusoire, car la cour ne saurait exercer sa juridiction criminelle que conjointement avec le jury.

D'ailleurs est-il juste d'augmenter ainsi les charges qui pèsent sur nos concitoyens ? Les exemptions de jury sont devenues si nombreuses, que ce devoir est un véritable fardeau pour ceux qui ont à l'accomplir.

Une troisième objection est la réunion des deux juridictions civile et criminelle. On a dit avec raison qu'un juge au criminel, devient souvent dur et par trop rigide, par la nature même de ses devoirs. Les affaires civiles auraient sans doute à en souffrir. Une quatrième objection s'appuie sur le manque de fonds nécessaires. Le tableau présenté par le trésorier de la paroisse établit les dépenses à $76,000, tandis que les ressources ne vont qu'à $56,000. Où trouver les $4,000 que coutera ce nouveau tribunal, pour le juge, le greffier, et la salle des séances ?

Telles sont les principales objections contre le projet; il en existe d'autres, puisées dans l'organisation et les détails, mais il est inutile d'en entretenir le Sénat.

L'orateur propose de déposer le projet sur le bureau et de l'y laisser indéfiniment.—Adopté.

Sur motion de M. Downs, l'impression de la lettre de la banque de l'Etat de la Louisiane, en réponse au comité de finances, est ordonnée.

Le Sénat s'ajourne au lendemain.

Séance du Vendredi.

Le secrétaire transmet à la Chambre, la résolution relative au bayou la Saline et le bill pour autoriser A. S. Phelps à construire un pont à coulisseaux à l'entrée de la Fourche-la-Fouche.

M. Davidson, présente un bill pour amender les art. 101 et 102 du code civil. L'action du règlement étant suspendue, ce bill subit une dernière lecture; le Sénat l'adopte et le transmet à la Chambre.

Sur motion de M. Hirlart, le Sénat accorde un congé à M. Dupré.

Le secrétaire intime du gouverneur transmet un message écrit. Lecture en est donnée; le gouverneur déclare que les assertions du président de la banque de Cité ne sont pas fondées, et qu'aucune demande de paiement des intérêts n'a été faite officiellement.

Le président appelle M. Hiriart au fauteuil et prend la parole pour proposer, et qu'il se dot à lui même ainsi qu'à ses collègues de repousser une fausse interprétation du langage qu'il a tenu, relativement au paiement des intérêts dû sur les bons en faveur de la compagnie du golfe mexicain. Amené par accident au bureau du gouverneur, il avait reçu donc cette entre vue l'information de la mise en fonds de Reizen en Ecosse, et dont avait notifié le trésorier, verbalement et par écrit, compte des intérêts; et que le gouverneur ne verrait obligé de communiquer ce fait à la législature dans son message, si cette lettre n'était pas payée avant l'ouverture de la session. Il a aussi été informé gouverneur que la compagnie avait de fortes sommes à recouvrer, que souvent il s'était rendu personnellement très pressante pour le paiement de dettes pressantes, mais qu'il n'était plus en position de le faire; qu'il soumettrait à la direction le fait, en recommandant l'émission d'un billet, garanti par le fonds par la signature des directeurs, afin d'éteindre ces dettes. Qu'il avait agi selon sa parole, mais que pen n'avait été décidé et les choses en étaient restées dans la même position.

Placé par le vœu des actionnaires à la tête de la direction, il n'avait cédé qu'avec répugnance aux désirs de ses amis, et il espérait qu'il pourrait être utile. Président depuis deux années, son gouverneur aucun traitement, il était souvent mis à découvert pour les fortes avances à la compagnie dont les restrées servaient à la rembourser. Aujourd'hui, il ne le pouvait plus. Il était donc déclarer que si le gouverneur semble intituer dans son message qu'il était personnellement et engagé à payer les intérêts dû, il y a mauvaise foi, car ce n'est le sens exact des expressions dont il s'est servi dans cette conversation à dû échapper à la mémoire du gouverneur, car s'il avait pris à ce égard des engagemens personnels, il les eut religieusement remplis Aucun de ses honorables collègues ne peut douter que s'il eut donné sa parole, il ne l'eut tenue, à tous risques et périls.

M. Hos pense qu'il y a quelque mal entendu sur le sens du message. La promesse de paiement que mentionne le gouverneur, ne peut être entendue que venant du président de la compagnie, et non de l'honorable sénateur personnellement, qui n'est mise en cause qu'en sa capacité officielle. Il s'ensuit de là que la question du paiement des intérêts maintenue : que les assertions du président de la Banque de Cité ne sont pas fondées car il n'y a pas eu de demande officielle. Le coureur de cette institution est venu annoncer que les intérêts n'étaient pas payés, et la réponse a été que s'il y a la compagnie ne le payait pas, l'Etat le paierait. Le gouvernement n'a pas cru devoir aller de ce sujet; il a du croire que les intérêts étaient payés. En l'absence d'une demande formelle, il est donc faux de croire que l'Etat n'a ni les moyens, ni la volonté de payer. Certes de pareilles assertions, dans quelque but qu'elles soient faites, ne peuvent rien pour la ruine de l'Etat.

M. Hiriart pense qu'il n'y a rien dans le message du Gouverneur qui puisse blesser l'honneur le plus délicat. Il est évident que ce magistrat a dû penser que les intérêts étaient payés, puisqu'après avoir donné l'assurance que l'Etat les paierait, au défaut de la compagnie du Golfe mexicain, il n'a donné aucun ordre de la banque la notification qu'ils ne l'avaient pas.

M. Garcia n'a pris la parole sur le message, que parce qu'il a cru y voir l'expression d'un engagement personnel, de sa part. Loin de lui l'idée de jeter la plus légère imputation sur le gouverneur. Quant au fond de la question, il regrettait que le Sénat ne voulut pas s'en occuper. Il pensait qu'il devait s'occuper de la conduite de M. Peter, dont les motifs lui paraissent avoir été puisés dans un esprit d'hostilité et de vengeance contre l'action de la législature sur les banques.

Sur motion de M. Hos, l'impression du message et des documens est ordonnée, ainsi que le renvoi au comité de finances.

M. Hos présente, au nom du comité judiciaire, et sans amendemens, le bill pour amender l'art. 925 du code de procédure.

Le bill sur les milices est mis à l'ordre du jour pour le 24 janvier.

M. Hos présente une résolution demandant au président de la banque de cité de nouveaux renseignemens sur les intérêts dus sur certains bons de l'Etat, et qu'il a déclaré ne pouvoir recouvrer.

Le Sénat s'ajourne à lundi, à 10 heures du matin.

INTERIEUR.

Les Joyaux.—Les joyaux enlevés du *Patent-Office*, de Washington ont été retrouvés à bord de la goélette *Mary Bright*, mouillée à Baltimore et prête à mettre à la voile pour Richmond, dans la Virginie. La poignée d'or massif de l'épée, le collier de perles, la tabatière d'or enrichie de brillans, etc., étaient renfermés dans une malle en cuir, soigneusement empaquetée d'une grande natte. La suscription de la malle portait ces mots : "Richmond, Virginie aux soins de James Anson." Aucune trace du voleur n'a été encore découverte.

(Correspondance particulière de l'Abeille.)

WASHINGTON, 10 janvier 1842.

Sénat.—On s'est occupé de la motion pour rendre le bill d'Ecosquier à un comté particulier.

M. Evans dans un discours qui a duré jusqu'à trois heures et demie, a protesté contre la conduite des législateurs des deux partis qui condamnaient le bill d'Ecosquier sans l'avoir assez mûri. Il fallait dans les circonstances actuelles, en adopter ce qui y avait de bon, et rejeter ce qu'il y avait de mauvais. Il est impossible à l'heure qu'il est de reconnaître la sous-traite en ce qui concerne les différens comtés.

Chambre des Représentans.—Rien d'important à la chambre.

11 et 13 janvier 1842

Sénat.—Présentation de mémoires et pétitions par MM. Wright, Calhoun, Mangum, etc., sur et contre la rupture, ou ajournement de la loi sur les faillites. Référés au comité judiciaire.

M. Porter a proposé d'effacer le mot "esclaves" et d'y substituer celui de "personnes."

M. Calhoun s'y est opposé.

Sur motion de M. Walker, le Sénat s'occupe du bill sur les annonces légales, revenu de la Chambre avec quelques amendemens. Adopté et renvoyé à la Cambre.

Le bill relatif au bayou la Sahne, subit sa dernière lecture; adopté.

M. Downs présente la résolution suivante :

Résolu, Que le comité de finances ait à s'enquérir de la situation présente des banques en général des procédures des divers directions, et de la conduite des employés; que le comité ait à s'enquérir spécialement des mesures que les banques pourront avoir prises pour se préparer à la reprise future des paiemens en espèces, de leurs rentrées pour le faire et des actes illégaux qu'elle ont pu commettre; que le comité ait aussi à s'enquérir s'il est nécessaire d'ajouter de nouvelles clauses à la loi, avec instructions en faire des rapports de temps en temps sur toute banque quelconque, ou aussi souvent qu'on le jugera convenable, de faire produire les papiers et comparaître les individus, et s'examiner des témoins sous serment.

M. Wagman désire savoir de quelle nécessité peut être la résolution présentée, après l'adoption du bill sur les banques. Si ce projet de loi passe les deux chambres, la résolution est entièrement superflue; s'il est rejeté, il sera temps alors d'accorder au comité de finances les pouvoirs qu'il demande.

M. Downs répond à la parole pour donner quelques explications sur ce sujet. Lorsque le Sénat donna au comité l'autorisation de présenter un rapport sur le bill en discussion, le pouvoirs limités dont il fut investi ne fut laissèrent que la faculté d'accomplir le devoir tracé. Depuis l'action du Sénat sur le bill, une lettre d'un directeur de la banque de Cité a révélé des faits quels réponse du président passait sous silence. Parmi ces faits sont d'abord le refus de deux directeurs de voter pour la mesure proposée par le président; puis l'émission de $200,000 de certificats de dépôt, contre l'avis de plusieurs directeurs.

Une autre fait révélé au public, c'est le refus de permettre aux actionnaires de consulter le grand livre où sont inscrits les noms des détenteurs d'actions; ainsi que le livre de transferts. Quelle conséquence déduire de ces allégations ? N'est-il pas évident qu'un refus de cette sorte ne perpétuer au pouvoir, par tous les moyens ? N'est il pas du devoir du comité, en l'absence de toute mesure corrective contre ces manœuvres, de demander des pouvoirs extraordinaires pour y mettre un terme ? Tels sont les motifs qui justifient la résolution.

La question est mise aux voix, et la résolution adoptée.

Sur motion de M. Lacoste, le Sénat s'occupe de la reconsidération du bill pour la création d'une cour de police correctionnelle.

M. Hos prend la parole pour expliquer la nature de ses objections contre le projet de loi. S'il n'écoutait que ses désirs, il voterait pour le bill; mais avant ses sympathies, le devoir du législateur est de consulter les intérêts de la masse; de décider si la mesure est pour le bien du plus grand nombre.

La création d'une cour de police correctionnelle est-elle utile, ou nécessaire ? Sa réponse est qu'elle ne l'est pas. Il a déjà dit, il répète que, d'après les renseignemens fournis par l'avocat général et l'avocat de district, la cour criminelle suffit aux affaires dont elle est saisie, et qu'il n'y a point de délais inutiles dans l'instruction et le jugement des prévenus. On a dit que la cour criminelle ne siégeait point pendant 1000; car elle ne trouvera pas de jurys. S'il est difficile de compléter le nombre de jurés nécessaire dans la cité son des affaire il le trouvera plus encore lorsque les deux tiers de notre population ont quitté la ville. Voilà donc un double objet de cette création nouvelle entièrement illusoire, car la cour ne saurait exercer sa juridiction criminelle que conjointement avec le jury.

D'ailleurs est-il juste d'augmenter ainsi les charges qui pèsent sur nos concitoyens ? Les exemptions de jury sont devenues si nombreuses, que ce devoir est un véritable fardeau pour ceux qui ont à l'accomplir.

Une troisième objection est la réunion des deux juridictions civile et criminelle. On a dit avec raison qu'un juge au criminel, devient souvent dur et par trop rigide, par la nature même de ses devoirs. Les affaires civiles auraient sans doute à en souffrir. Une quatrième objection s'appuie sur le manque de fonds nécessaires. Le tableau présenté par le trésorier de la paroisse établit les dépenses à $76,000, tandis que les ressources ne vont qu'à $56,000. Où trouver les $4,000 que coutera ce nouveau tribunal, pour le juge, le greffier, et la salle des séances ?

Telles sont les principales objections contre le projet; il en existe d'autres, puisées dans l'organisation et les détails, mais il est inutile d'en entretenir le Sénat.

L'orateur propose de déposer le projet sur le bureau et de l'y laisser indéfiniment.—Adopté.

Sur motion de M. Downs, l'impression de la lettre de la banque de l'Etat de la Louisiane, en réponse au comité de finances, est ordonnée.

Le Sénat s'ajourne au lendemain.

Séance du Vendredi.

Le secrétaire transmet à la Chambre, la résolution relative au bayou la Saline et le bill pour autoriser A. S. Phelps à construire un pont à coulisseaux à l'entrée de la Fourche-la-Fouche.

M. Davidson, présente un bill pour amender les art. 101 et 102 du code civil. L'action du règlement étant suspendue, ce bill subit une dernière lecture; le Sénat l'adopte et le transmet à la Chambre.

Sur motion de M. Hirlart, le Sénat accorde un congé à M. Dupré.

Le secrétaire intime du gouverneur transmet un message écrit. Lecture en est donnée; le gouverneur déclare que les assertions du président de la banque de Cité ne sont pas fondées, et qu'aucune demande de paiement des intérêts n'a été faite officiellement.

Le président appelle M. Hiriart au fauteuil et prend la parole pour proposer, et qu'il se dot à lui même ainsi qu'à ses collègues de repousser une fausse interprétation du langage qu'il a tenu, relativement au paiement des intérêts dû sur les bons en faveur de la compagnie du golfe mexicain. Amené par accident au bureau du gouverneur, il avait reçu donc cette entre vue l'information de la mise en fonds de Reizen en Ecosse, et dont avait notifié le trésorier, verbalement et par écrit, compte des intérêts; et que le gouverneur ne verrait obligé de communiquer ce fait à la législature dans son message, si cette lettre n'était pas payée avant l'ouverture de la session. Il a aussi été informé gouverneur que la compagnie avait de fortes sommes à recouvrer, que souvent il s'était rendu personnellement très pressante pour le paiement de dettes pressantes, mais qu'il n'était plus en position de le faire; qu'il soumettrait à la direction le fait, en recommandant l'émission d'un billet, garanti par le fonds par la signature des directeurs, afin d'éteindre ces dettes. Qu'il avait agi selon sa parole, mais que pen n'avait été décidé et les choses en étaient restées dans la même position.

Placé par le vœu des actionnaires à la tête de la direction, il n'avait cédé qu'avec répugnance aux désirs de ses amis, et il espérait qu'il pourrait être utile. Président depuis deux années, son gouverneur aucun traitement, il était souvent mis à découvert pour les fortes avances à la compagnie dont les restrées servaient à la rembourser. Aujourd'hui, il ne le pouvait plus. Il était donc déclarer que si le gouverneur semble intituer dans son message qu'il était personnellement et engagé à payer les intérêts dû, il y a mauvaise foi, car ce n'est le sens exact des expressions dont il s'est servi dans cette conversation à dû échapper à la mémoire du gouverneur, car s'il avait pris à ce égard des engagemens personnels, il les eut religieusement remplis Aucun de ses honorables collègues ne peut douter que s'il eut donné sa parole, il ne l'eut tenue, à tous risques et périls.

M. Hos pense qu'il y a quelque mal entendu sur le sens du message. La promesse de paiement que mentionne le gouverneur, ne peut être entendue que venant du président de la compagnie, et non de l'honorable sénateur personnellement, qui n'est mise en cause qu'en sa capacité officielle. Il s'ensuit de là que la question du paiement des intérêts maintenue : que les assertions du président de la Banque de Cité ne sont pas fondées car il n'y a pas eu de demande officielle. Le coureur de cette institution est venu annoncer que les intérêts n'étaient pas payés, et la réponse a été que s'il y a la compagnie ne le payait pas, l'Etat le paierait. Le gouvernement n'a pas cru devoir aller de ce sujet; il a du croire que les intérêts étaient payés. En l'absence d'une demande formelle, il est donc faux de croire que l'Etat n'a ni les moyens, ni la volonté de payer. Certes de pareilles assertions, dans quelque but qu'elles soient faites, ne peuvent rien pour la ruine de l'Etat.

M. Hiriart pense qu'il n'y a rien dans le message du Gouverneur qui puisse blesser l'honneur le plus délicat. Il est évident que ce magistrat a dû penser que les intérêts étaient payés, puisqu'après avoir donné l'assurance que l'Etat les paierait, au défaut de la compagnie du Golfe mexicain, il n'a donné aucun ordre de la banque la notification qu'ils ne l'avaient pas.

M. Garcia n'a pris la parole sur le message, que parce qu'il a cru y voir l'expression d'un engagement personnel, de sa part. Loin de lui l'idée de jeter la plus légère imputation sur le gouverneur. Quant au fond de la question, il regrettait que le Sénat ne voulut pas s'en occuper. Il pensait qu'il devait s'occuper de la conduite de M. Peter, dont les motifs lui paraissent avoir été puisés dans un esprit d'hostilité et de vengeance contre l'action de la législature sur les banques.

Sur motion de M. Hos, l'impression du message et des documens est ordonnée, ainsi que le renvoi au comité de finances.

M. Hos présente, au nom du comité judiciaire, et sans amendemens, le bill pour amender l'art. 925 du code de procédure.

Le bill sur les milices est mis à l'ordre du jour pour le 24 janvier.

M. Hos présente une résolution demandant au président de la banque de cité de nouveaux renseignemens sur les intérêts dus sur certains bons de l'Etat, et qu'il a déclaré ne pouvoir recouvrer.

Le Sénat s'ajourne à lundi, à 10 heures du matin.

INTERIEUR.

Les Joyaux.—Les joyaux enlevés du *Patent-Office*, de Washington ont été retrouvés à bord de la goélette *Mary Bright*, mouillée à Baltimore et prête à mettre à la voile pour Richmond, dans la Virginie. La poignée d'or massif de l'épée, le collier de perles, la tabatière d'or enrichie de brillans, etc., étaient renfermés dans une malle en cuir, soigneusement empaquetée d'une grande natte. La suscription de la malle portait ces mots : "Richmond, Virginie aux soins de James Anson." Aucune trace du voleur n'a été encore découverte.

(Correspondance particulière de l'Abeille.)

WASHINGTON, 10 janvier 1842.

Sénat.—On s'est occupé de la motion pour rendre le bill d'Ecosquier à un comté particulier.

M. Evans dans un discours qui a duré jusqu'à trois heures et demie, a protesté contre la conduite des législateurs des deux partis qui condamnaient le bill d'Ecosquier sans l'avoir assez mûri. Il fallait dans les circonstances actuelles, en adopter ce qu'il y avait de bon, et rejeter ce qu'il y avait de mauvais. Il est impossible à l'heure qu'il est de reconnaître la sous-traite en ce qui concerne les différens comtés.

Chambre des Représentans.—Rien d'important à la chambre.

11 et 13 janvier 1842

Sénat.—Présentation de mémoires et pétitions par MM. Wright, Calhoun, Mangum, etc., sur et contre la rupture, ou ajournement de la loi sur les faillites. Référés au comité judiciaire.

M. Porter a proposé d'effacer le mot "esclaves" et d'y substituer celui de "personnes."

M. Calhoun s'y est opposé.

Sur motion de M. Walker, le Sénat s'occupe du bill sur les annonces légales, revenu de la Chambre avec quelques amendemens. Adopté et renvoyé à la Cambre.

Le bill relatif au bayou la Sahne, subit sa dernière lecture; adopté.

M. Downs présente la résolution suivante :

Résolu, Que le comité de finances ait à s'enquérir de la situation présente des banques en général des procédures des divers directions, et de la conduite des employés; que le comité